

Burundi : le président "pris en otage" par "les corrompus qui sont autour de lui"

@rib News, 25/03/2011 â€“ Source AFP Un ex-dirigeant du parti au pouvoir au Burundi, exclu aprÃ©s avoir dÃ©noncÃ© publiquement "un groupe de corrompus" au sein de cette formation, a accusÃ© vendredi le prÃ©sident Pierre Nkurunziza de "s'acharner" contre lui au lieu de "poursuivre ces corrompus". "Je suis Ã©tonnÃ© de voir que le prÃ©sident Nkurunziza s'acharne contre moi au lieu de poursuivre les corrompus qui sont autour de lui", a accusÃ© ManassÃ© Nzobonimpa, qui s'exprimait sur une radio privÃ©e locale.

"Ceci qui montre qu'il a Ã©tÃ© pris en otage par son entourage", a estimÃ© M. Nzobonimpa, l'un des anciens dirigeants du CNDD-FDD, le parti prÃ©sidentiel, dont il a Ã©tÃ© exclu le 13 mars. Depuis fin fÃ©vrier, ce dignitaire avait multipliÃ© les accusations contre "un groupe de corrompus qui gangrÃ©ne le parti et la dÃ©mocratie", citant plusieurs responsables politiques et militaires issus de l'ex-rÃ©bellion hutu aujourd'hui au pouvoir. "Disons-nous la vÃ©ritÃ©, ces corrompus ont tout fait pour me sÃ©parer du prÃ©sident (Nkurunziza) et ils sont arrivÃ©s Ã leurs fins", a-t-il renchÃ©ri vendredi. SollicitÃ©, le porte-parole du parti prÃ©sidentiel n'a pas souhaitÃ© s'exprimer sur le sujet. M. Nzobonimpa a par ailleurs affirmÃ© que 13 millions de dollars payÃ©s par l'Ouganda au Burundi pour apurer une ancienne dette avaient Ã©tÃ© dÃ©tournÃ©s, de mÃªme que 18 millions de dollars destinÃ©s aux combattants dÃ©mobilisÃ©s. Devant la presse, son avocat a dÃ©posÃ© vendredi au bureau du procureur gÃ©nÃ©ral "les preuves de ces dÃ©tournements de fonds". "J'espÃ©re que le procureur gÃ©nÃ©ral va aller au bout de cette affaire (...), c'est Ã lui maintenant de faire des enquÃªtes et d'arrÃªter les coupables", a soulignÃ© M. Nzobonimpa. Treize millions de dollars ont Ã©tÃ© versÃ©s par la banque centrale ougandaise Ã une sociÃ©tÃ© ougandaise, Picfare Industries pour l'impression de cahiers d'Ã©coles censÃ©s Ãªtre remis gratuitement au ministÃ©re de l'Education burundais. Dans les faits, l'impression de ces cahiers a coÃ»tÃ© seulement 4 millions de dollars, et les cahiers en question ont Ã©tÃ© finalement vendus au lieu d'Ãªtre donnÃ©s, selon les "preuves" prÃ©sentÃ©es par M. Nzobonimpa. La sociÃ©tÃ© Picfare Industries est au cÅ“ur de plusieurs rÃ©cents scandales de corruption impliquant le parti au pouvoir, dont la vente de l'avion prÃ©sidentiel en 2006 ou l'impression des cartes d'Ã©lecteurs en 2010.